MERCREDI 18 MARS 18H55
TRIBUNE LIBRE SUR FR3
PIERRE BAUBY LE CANDIDAT
CONTRE GISCARD
CONTRE LA GUERRE

Pour l'emploi contre la répression la lutte des mineurs de Gardanne (BdeR)
Voir p4

M 1659 – 1240 – 2,50F

du 13 mars au 19 mars 1981

l'humanité rouge

organe central du PCML

AFGHANISTAN

KANDAHAR FEVRIER 81

La foule criait... Les chars russes tiraient

GISCARD S'OCCUPE DES JEUNES
6 000 MINEURS EN PRISON

Valéry Giscard d'Estaing a débuté sa campagne en adressant 30 000 lettres à des jeunes. Le candidat Giscard rappelle aux bons souvenir des jeunes ce que le président Giscard a fait pour eux. Certes, il leur a accordé le droit de vote à 18 ans, mais il les a condamnés à l'inactivité. Le septennat de Giscard, ce n'est pas seulement 700 000 jeunes chômeurs, c'est aussi 6 000 mineurs en détention, une répression policière et pénale sans aucune mesure avec la délinquance qu'elle prétend endiguer.

Pour avaliser la répression exercée contre les jeunes, le gouvernement, par le biais de ses médias, monte en épingle les différents cas de délinquance. Il n'est pas indifférent que 1980 ait été à la fois l'année pendant laquelle la loi «Sécurité et liberté» a été concoctée, réprimant massivement et durement les travailleurs en lutte, les petits délinquants; l'année pendant laquelle le nombre des mineurs incarcérés a sensiblement augmenté, l'année pendant laquelle le budget de l'Education surveillée a nettement baissé; et enfin, l'année pendant laquelle, sous la tutelle du ministère de la Santé, un projet de loi a été proposé : il tend à renforcer les pouvoirs de l'administration (DDASS et préfet) au détriment des juges pour enfants.

L'Ordonnance de 1945 a créé l'Education surveillée, établi la minorité pénale, et a fixé les conditions de la responsabilité des mineurs devant leurs actes délicteux. Il y a 20 ans, quatre mineurs délinquants bénéficaient d'une mesure éducative alors qu'un seul était sanctionné pénalement. Aujourd'hui, lorsqu'un mineur bénéficie d'une mesure éducative, d'une prise en charge par l'Education surveillée, trois mineurs sont sanctionnés pénalement.

L'Ordonnance de 45 est détournée, bafouée, non respectée, la volonté de punir sévèrement les jeunes délinquants se manifeste clairement. Le procureur de Nanterre illustre cette démarche, n'a-t-il pas dit à propos de gamins de 13 et de 13 ans et demi qui avaient tenté d'arracher le sac-à-main à une femme : *« Tous les jeunes, de tous côtés, on dit " la police les arrête, la justice les relâche". De remise à la famille en placements, d'admonestations en sursis, la justice s'épuise à poursuivre sans résultat une action dite éducative qui se développe parallèlement à une série de récidives. »*

Evidemment, on ne peut pas excuser les vols avec agressions, être d'accord avec la délinquance, mais de là à envoyer en prison un gamin, qui a fait comme il l'avoue lui-même une «connerie», et prendre les mesures éducatives qui s'imposent, il y a une marge!

De 79 à 80, le nombre des mineurs de 13 à 16 ans en détention provisoire a augmenté de 88%, ceux de 16 à 18 ans de 30%.

En 1977, 3 545 mineurs étaient incarcérés, en 78 : 3 599, en 79 : 4 308, en 80 : 6 028; de 79 à 80, l'accroissement du nombre des mineurs détenus a été de 41%.

Que s'est-il passé lors de cette période, une augmentation de la démographie, un changement dans l'urbanisme, un éclatement des familles, une inefficacité des équipements éducatifs? Non. Ce n'est pas là qu'il faut chercher les causes. Alors, la crise économique et le chômage qu'elle entraîne, aggravent-ils la délinquance? Négligemment. Alors?

L'appareil judiciaire est réceptif aux différentes campagnes du gouvernement et obéit aux ordres. Que n'a-t-on pas dit! Le laxisme des juges, l'insécurité qu'ils renforcent par conséquent, l'immense campagne précédant le projet de loi «Sécurité et liberté»... C'est Bonnet qui affirme que la délinquance des 16-18 ans est la plus meurtrière. C'est Peyrefitte qui a déposé un projet de loi ramenant la majorité pénale de 18 à 16 ans. C'est le procureur de Nanterre qui détourne le seuil maximum de détention provisoire (10 jours) pour les moins de 16 ans en transformant une inculpation de vol en vol qualifié par le jeu des circonstances aggravantes, ou en multipliant les détentions provisoires de 10 jours en distinguant chaque composante d'un délit, en transformant chacune d'elle en délit.

Le Syndicat de la Magistrature et le SNPES/FEN (Syndicat national des personnels de l'Education surveillée) portent une attention toute particulière à dénoncer la détention des mineurs. Le Syndicat de la Magistrature y a consacré un numéno spécial de sa revue *«Justice»* en novembre 1980. Le SNPES a organisé une conférence-débat de lutte le 24 février, et appelle à un arrêt de travail et à une manifestation nationale à Paris le 17 mars, pour la sauvegarde et le développement de la protection judiciaire de l'enfance, pour une orientation de l'Education surveillée conforme à l'esprit et à la lettre de l'ordonnance de 45 (l'éducation étant la règle, l'incarcération l'exception), pour des moyens à la hauteur des besoins : c'est-à-dire un budget décent et conséquent.

L'INSÉCURITÉ DU SENTIMENT A LA RÉALITÉ

Le très officiel Comité de prévention de la criminalité, présidé par Chabanon, a établi qu'en 79, seulement 4,6% des Français avaient subi un acte de violence — y compris les bagarres dans les bals—, en revanche 80% d'entre eux se sentaient en insécurité.

En 79, un Français sur 10 000 avait été agressé avec coup et blessure, un français sur 2 millions avait été la victime d'un crime de sang, et un Français sur 2 500 avait été un accidenté du travail.

Parmi les jeunes poursuivis pénalement, 70% d'entre eux n'auront qu'une seule fois affaire avec la justice. Pour un vol de cyclomoteur, un jeune de 18 ans a écopé de 6 mois fermes —car auparavant il avait été l'objet de l'admonestation—

Voilà ce qui se passe exactement, la délinquance juvénile —que nous ne nions pas— se compose surtout de chapardages, au nom desquels les mineurs sont jetés en prison, au nom desquels la campagne sur l'insécurité est alimentée.

Pour toutes ces raisons, nous ne pouvons pas être d'accord avec les thèses du PCF, que Fiterman a de nouveau expliquées lors de la présentation du projet de loi du PCF sur *« Une utilisation démocratique de la force publique» : « Il faut de toute urgence mettre la police au service exclusif de la sécurité des gens, de la protection des biens publics et privés, de la garantie des libertés individuelles et collectives. (...) Des milliers de gens sont atteints dans leur vie quotidienne par l'augmentation des vols, des cambriolages, des agressions. (...) Nous sommes déterminés à ne pas laisser nos villes devenir des petits Chicago des années 1930 ou des New-York 1980».*

Nous l'avons vu, la délinquance n'augmente quasiment pas, elle se compose essentiellement de petits délits, en revanche sa répression augmente. Dire, comme le fait le PCF, qu'on s'opposera à ce que nos villes se transforment en petits Chicago, alimente objectivement la campagne du gouvernement sur l'insécurité, accrédite l'idée qu'il faut encore plus de répression.

Nathalie VILLOTIERS

Ne touchez pas a la Pologne

Il y a, ces jours-ci, de très fortes raisons d'être inquiets pour l'avenir de la Pologne. Une nouvelle étape vient, en effet, d'être franchie dans l'escalade des menaces soviétiques. Les dirigeants soviétiques s'ingèrent de plus en plus effrontément dans les affaires intérieures de la Pologne. Des affaires dont la solution ne devrait concerner que les Polonais et eux seuls. Mais ce n'est pas ainsi que l'on voit les choses chez les dictateurs du Kremlin. A peine le XXVIe Congrès du PCUS était-il terminé que la délégation polonaise était convoquée pour comparaître devant les dirigeants soviétiques. Le communiqué officiel de la rencontre indique : *« Y ont pris part : pour la partie soviétique : Léonid Brejnev, secrétaire général, Youri Andropov membre du bureau politique, président du KGB... »*. La présence du chef des forces de répression pour examiner l'évolution de la situation en Pologne, c'est déjà, en soi, tout un programme, qui montre de quel œil et selon quelles méthodes, à Moscou, on envisage la résolution des choses. Du côté polonais, on trouvait le secrétaire du POUP ainsi que le premier ministre.

D'après le correspondant du *Monde* en Pologne, la délégation polonaise a été violemment prise à partie par les dirigeants soviétiques. *« Chacun d'entre eux*, dit-il, *avait en main de lourds dossiers bourrés d'extraits de discours de militants de Solidarité, de bulletins syndicaux régionaux ou même de feuilles d'entreprises qui ont été lues comme autant d'actes d'accusations »*. De telles scènes rappellent comment les dirigeants soviétiques conçoivent les rapports avec les dirigeants des pays et des partis «frères». Pour toute personne ayant un minimum le sens de l'indépendance, il s'agit là de faits intolérables qui manifestent une politique ouverte de diktat.

Voilà pour ce qui est des conditions dans lesquelles s'est déroulée cette rencontre. Mais il y a aussi le texte officiel du communiqué de la rencontre. Il dit des choses graves. On y lit : *« La communauté socialiste est indissoluble, sa protection n'est pas seulement l'affaire de chaque pays, mais de toute la coalition socialiste »*. Il s'agit là de la thèse de la souveraineté limitée développée par Brejnev lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie. C'est l'affirmation ouverte du refus du droit des peuples et des pays à pouvoir disposer d'eux-mêmes. Dans ce texte, cette phrase signifie, très concrètement, que les Soviétiques s'arrogent le droit d'intervenir en Pologne, même si le gouvernement en place ne le souhaite pas. Il n'en alla pas autrement avec le gouvernement Dubcek en Tchécoslovaquie. Le communiqué indique également : *« La certitude a été exprimée que les communistes polonais ont les possibilités et les forces pour renverser le cours des événements, pour éliminer les dangers pesant sur les acquis socialistes du peuple polonais »*. Cette phrase indique très clairement que les Soviétiques considèrent que la situation actuelle en Pologne évolue dans un mauvais sens et se permettent d'exiger d'en «renverser le cours». Ils fixent ainsi ses tâches au gouvernement polonais. Et, en vertu de la souveraineté limitée si, à un moment donné, ils estiment que le cours des événements n'est pas changé ils interviendront eux-mêmes, directement.

Les choses sont donc claires : la menace est très précise et réelle; les intentions sont affichées.

Pierre BURNAND

l'humanité rouge

Fondateur : Jacques JURQUET. Directeur politique : Pierre BURNAND.
Rédaction : Gilles Carpentier, Léon Cladel, Claude Dhalluin, Hervé Dastar, Estelle Delmas, Michel Lopez, Catherine Lemaire, Claude Liria, Claude Lebrun, Charles Malloire, Pierre Marceau, Claire Masson, Alain Mercier, Nathalie Villotiers.
Secrétaire de rédaction : Pierre Marceau — Administration : Max Durand.
Imprimé par APDA — Directeur de publication : Jean-luc Einaudi.
L'HUMANITÉ ROUGE — BP 201 — 75926 Paris Cedex 19 — CCP : 30 226 72 D La Source — Commission paritaire : N° 57952 — Dépôt légal : 1er trimestre 1981.

KANDAHAR FEV 81

La foule criait... les chars russes tiraient

Le témoignage d'Olivier Warin reporter

Qui, de France, pourrait imaginer, l'ampleur de la résistance du peuple afghan contre l'occupant? Qui pourrait imaginer la violence des combats qui s'y mènent? Ici ne nous parviennent que de rares échos, assourdis. Et pourtant, là-bas, c'est la guerre. Une guerre qui ne doit pas être oubliée. Face aux troupes soviétiques, un peuple résiste, des hommes tombent.

En juin dernier, nous avions déjà recueilli le témoignage du journaliste Olivier Warin, à son retour d'Afghanistan, où il avait parcouru 1000 km à pieds en compagnie des résistants afghans. En février, il est retourné en Afghanistan; cette fois-ci avec une équipe de TF1. Il s'est rendu dans la seconde ville du pays, Kandahar, pour y découvrir la réalité de la résistance urbaine. Il y a trouvé la guerre totale menée par un occupant et l'unanimité d'un peuple qui veut l'indépendance.

Au cours des scènes de répression auxquelles il a assistées 170 personnes ont été tuées, victimes des balles et des obus des blindés soviétiques. Tandis qu'à Moscou, devant le Congrès du PCUS, Brejnev parlait de paix, à Kandahar ses blindés perpétraient un massacre.

Pour témoigner, faire son métier de journaliste, faire connaître la réalité afghane, Olivier Warin a risqué sa vie. Comme il le dit lui-même, à un moment donné, au cœur des combats, il a bien cru y rester. Son témoignage n'en a que plus de valeur.

P. B.

Nous avons passé la frontière pakistanaise de nuit, à mobylette, puis nous avons suivi, à l'Est, la route goudronnée qui va du Pakistan à Kandahar. Nous avons circulé sur une surface qui fait 100 kilomètres de long, de la frontière à Kandahar, et 50 kilomètres de large. Nous nous sommes balladés quasiment à visage découvert, nous n'étions presque pas déguisés. Dans toute cette zone, les moudjahidine se déplacent comme ils veulent. Ils pouvaient frapper à n'importe quelle porte pour demander à manger ou coucher. Eux qui sont assez prudents, ça prouve qu'ils ne craignaient vraiment pas de dénonciation. Après être restés un petit moment dans les maquis, on est reparti vers kandahar.

■ Est-ce que tu as pu constater des modifications de l'armement des moudjahidine?

Très très peu; il y a un peu plus de «kalachnikov» égyptiennes qu'avant. J'ai vu, au retour, peut-être deux lance-roquette anti-char mais ils avaient chaque fois une seule roquette. On ne peut pas attaquer un convoi de tanks avec ça. J'ai vu, dans les maquis, arriver des balles de mitrailleuses soviétiques ou bien bulgares, mais ils n'avaient pas de mitrailleuse. Il y a donc très très peu de changement. Ils ont toujours les mêmes vieux fusils.

■ Donc, vous êtes repartis vers Kandahar...

On était toujours en mobylette. Il faut faire attention en arrivant à proximité de Kandahar car le camp soviétique est à environ 5 kilomètres de la ville, sur cette grande route. On est passé de nuit. Il y avait eu une crue d'un fleuve qu'on ne pouvait pas traverser avec les mobylettes. Les moudjahidine qui étaient avec nous, et qui n'étaient pas armés, ont frappé à la porte d'un paysan. Il s'est levé au milieu de la nuit, il a pris son tracteur et sa remorque. On a mis les mobylettes dessus et il nous a fait traverser le fleuve. Un autre est venu, de lui-même, avec nous; malgré le froid, il s'est mis pieds nus, a enlevé son pantalon et a traversé devant, pour voir où le tracteur devait passer. Il y a la coopération totale de la population.

On est arrivé à Kandahar. On a fait une petite incursion à mobylette dans le bazar. Puis on est retourné dans le quartier du type qui nous accueillait, au sud-ouest de Kandahar.

■ Est-ce que tu as eu l'impression que les Soviétiques et les gouvernementaux contrôlent la ville?

Non, pas du tout; les Soviétiques rentrent dans leur base qui est à 5 kilomètres de la ville. Pour donner une idée de la sécurité dans laquelle ils se sentent, toutes les trois minutes ils lancent des fusées éclairantes pour bien surveiller les abords du camp. Quant aux gouvernementaux, ils sont généralement enfermés sur les toits de certains bâtiments, le commissariat de police, le lycée technique, divers bâtiments de ce genre, des bâtiments en dur que les moudjahidine ne sont pas assez armés pour attaquer sérieusement.

La première nuit, il y a eu des coups de feu partout. Le commandant avec qui j'étais me dit : *«Viens, on va à la guerre»*. En persan, il y a un seul mot pour guerre, combat, bataille... On s'approche du lycée technique de Kandahar qui est fermé mais est occupé par les soldats gouvernementaux. Un moudjahid s'approche avec un haut-parleur et dit : *«Dieu est grand, ne vous vendez pas aux Soviétiques, ne vendez pas l'Afghanistan aux Soviétiques!»*. Rafale de mitrailleuse venant du toit et là ça commence à tirer un peu dans tous les coins.

La nuit suivante, on était en train de dîner; le commandant dresse l'oreille et dit : *«Il y a de la guerre!»*. On y va. Là, ça y allait sérieusement; on est passé dans des endroits où les balles traçantes sifflaient dans tous les coins et puis il y avait les obus des tanks. J'ai rarement entendu une telle concentration de feu; ça partait vraiment dans tous les coins. Je me disais : «Quand il y a des gens en France, qui pensent que la guerre est finie, c'est quand même un peu gros». On s'est rapproché du bazar, on est arrivé à une centaine de mètres.

Le bazar est un alignement de toutes petites boutiques; c'est le quartier le plus vivant de chaque ville en Afghanistan. Dès le lendemain de notre arrivée, le bazar était en grève; il parait que ça lui arrive extrêmement souvent. Quand ils ont envie de protester contre quelque chose, tout le bazar ferme. Ils continuent d'approvisionner les moudjahidine sous le manteau mais ils n'ouvrent plus leurs boutiques. Le bazar, c'est le symbole de l'Afghanistan. C'est le peuple, c'est le cœur des villes.

Les tanks soviétiques étaient en train d'évoluer. De temps en temps, ils tiraient. Les gens criaient face aux tanks : *«Dieu est grand, mort aux Soviétiques, mort à Karmal»*. C'est très impressionnant de voir toute une foule, avec les tanks en face. Ce sont des gens qui manifestent face aux chars. Ça se passait à la nuit tombée, entre 19 et 22 heures. Puis on est rentré dans le Quartier général. Des émissaires sont arrivés en disant : *«Les tanks arrivent»*. Le quartier où on était était encerclé. On a attendu un petit peu. Les moudjahidine nous ont fait évacuer. On est parti sur deux mobylettes. Comme le quartier était encerclé, on a vraiment traversé le champ de tir, à terrain découvert. Des obus tombaient, les balles passaient au-dessus. On s'est réfugié dans un village assez proche. On a su qu'une demi-heure après notre départ, deux obus sont tombés sur le Quartier général où on était; le commandant a été tué avec deux de ses hommes. 9 autres ont été blessés. Dans le quartier, il y a eu 10 morts chez les moudjahidine et 25 blessés.

Un test essentiel

«Dis-moi ce que tu penses de l'Afghanistan, je te dirai qui tu es» : ne pourrait-on pas appliquer cette formule aux prétendants à la présidence de la République? Au moment où se déroule la campagne électorale en France, la guerre soviétique dans ce pays se poursuit, la résistance aussi. L'évolution de la situation en Afghanistan est une question essentielle pour l'avenir de la paix du monde. Comme telle, elle devrait être un des sujets concrets les plus importants de cette campagne. Or, jusqu'à ce jour il en a été bien peu question. Comme si pour les uns et les autres il s'agissait d'un sujet gênant. Comme si on s'orientait vers une acceptation du fait accompli de l'occupation soviétique. Nous sommes de ceux qui refusons ce silence et cette acception et qui jugeons les différents candidats entre autres à ce qu'ils disent et font à ce sujet.

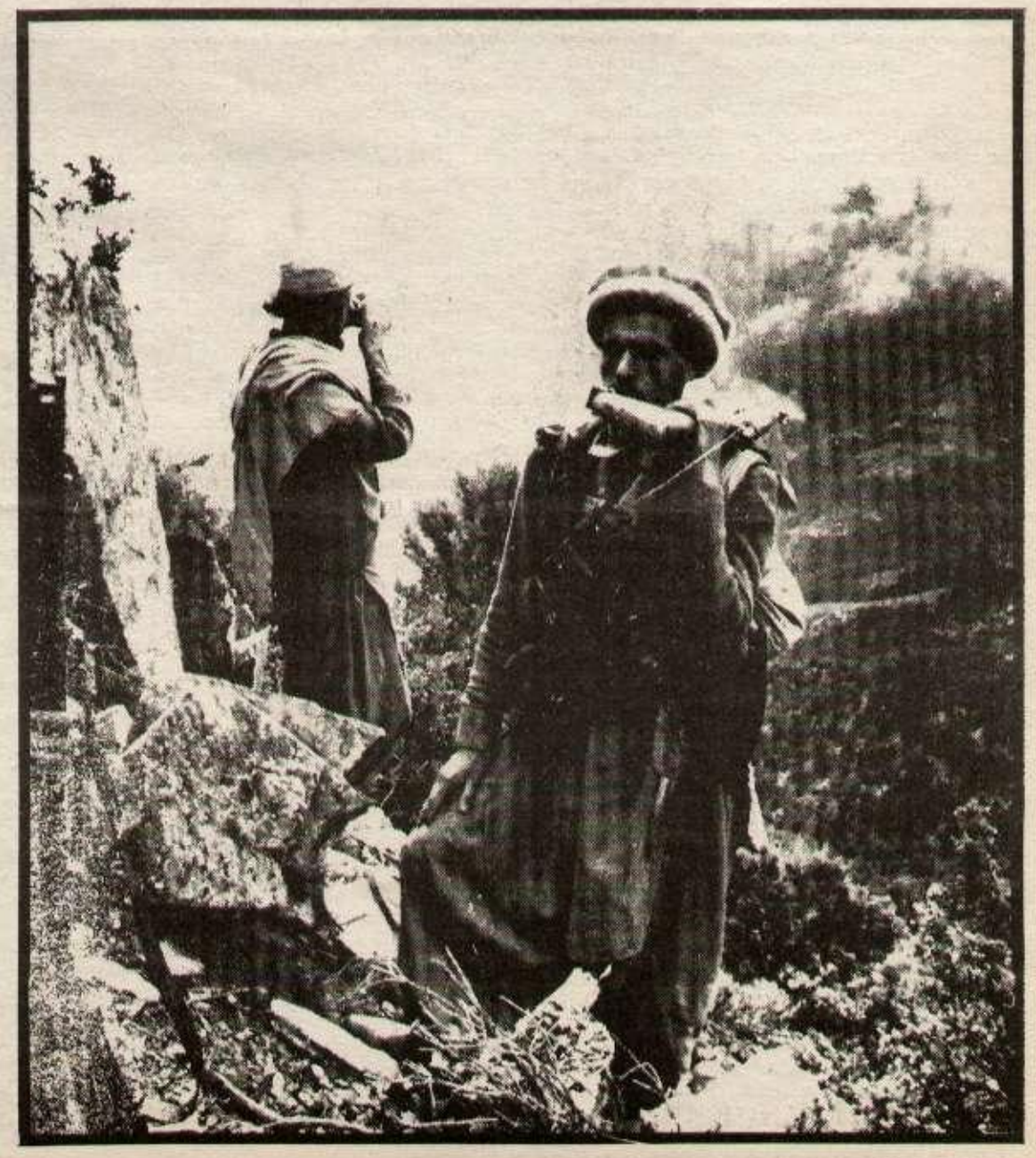
Giscard d'Estaing a eu tout le loisir de montrer sa manière de faire face à l'invasion de l'Afghanistan. Tandis qu'il qualifiait les résistants afghans de «rebelles» et qu'il rejetait catégoriquement toute idée de fourniture de matériel militaire à la résistance, il renouait le dialogue avec Brejnev, espérant ainsi préserver les chances des capitalistes français de conclure des marchés avec l'URSS.

Georges Marchais, pour sa part, a apporté tout son soutien aux occupants. Quand on descend des propos télévisés à la réalité concrète, il s'agit-là d'une approbation des massacres commis, depuis plus d'un an, contre le peuple afghan. Comment pourrait-on avoir la moindre confiance en l'avenir qu'il promet?

François Mitterrand, quant à lui, s'est prononcé contre l'invasion soviétique, pour la reconnaissance de la résistance afghane. Prises de positions positives. Mais, quand un peuple est confronté à la première armée du monde, le soutien verbal ne suffit pas. Le vrai soutien doit être aussi matériel et militaire. L'enjeu était déjà là autrefois lorsque le peuple espagnol faisait face à l'intervention fasciste. Ce dont a besoin le peuple afghan c'est d'armements qui lui permettent de faire face aux chars et aux hélicoptères soviétiques. François Mitterand s'engagera-t-il à les fournir aux résistants afghans s'il est élu? Dans son livre *«Ici et maintenant»*, il écarte cette éventualité. S'en tiendra-t-il à cette position?

«Des armes pour le peuple afghan!» : la défense de la paix passe par là. Quand il aura retrouvé le droit à disposer de lui-même, la paix y aura gagné. Le peuple afghan combat pour lui mais aussi pour nous.

Pierre BURNAND



Gardanne (B-d-R)

La provocation des houillères

La dernière semaine de février restera gravée dans la mémoire des mineurs de Gardanne : Régis, un des 2 000 mineurs du bassin, responsable CGT, en a encore des courbatures et des bosses dues aux coups des CRS et des gendarmes mobiles. *« L'affaire remonte au mois de décembre*, raconte-t-il. *Des élus communistes ont alerté la CGT sur le fait que la cimenterie Lafarge, distante de 10 km du carreau de la mine, allait utiliser du charbon américain. »*

Le 12 décembre, lors d'un rassemblement, 5 tonnes de charbon des Cévennes ont été déchargées devant la cimenterie. Puis une autre manifestation a eu lieu le 12 février. L'argumentation des autorités pour justifier le refus du charbon de Provence sonnait de plus en plus creux, le préfet allant jusqu'à prétendre *« qu'il fallait garder des réserves de charbon pour nos petits enfants. »*

Il faut savoir que la mine de lignite est à l'origine des principales activités industrielles de Gardanne. La construction d'un nouveau groupe thermique en remplacement des deux anciens ne permet que le maintien des emplois, et encore avec une baisse de 3% par an dû au gain de productivité. Le chômage est tel que lorsque les Houillères offrent une centaine d'emplois, ce sont 600 jeunes demandeurs qui se présentent.

Toute baisse de commande, donc de la production, signifie à terme des pertes d'emplois. La colère est donc grande quand lundi dernier un gars de Lafarge annonce que le charbon américain arrive. Les syndicalistes de la CGT des dockers, de Lafarge, des mineurs, des cheminots se concertent.

Mardi 24 février, matin : le portail de Lafarge est occupé. Le premier camion qui arrive est déballé par les mineurs. Les dockers signalent alors un train chargé à Fos. Une délégation file et décharge 17 wagons, tandis que le portail reste occupé. On annonce ensuite l'arrivée d'un bâteau libérien avec 50 000 tonnes de charbon. Il sera occupé par une soixantaine de mineurs, les dockers refusant alors de la décharger.

Mercredi 25 : les livraisons de charbon à la cimenterie sont suspendues.

Jeudi 26, matin : une quinzaine de cars de gardes-mobiles arrivent. Dix entrent dans la cimenterie, cinq protègent l'entrée. Le piquet de mineurs présents se couche parterre pour empêcher l'entrée des camions. Les gardes mobiles chargent, crosses en avant. Les mineurs qui sont encore au fond, alertés, quittent le travail et ce sont des équipes en voiture qui vont aller intercepter les camions qui se dirigent vers Lafarge. 17 bennes sont ainsi déversées sur la chaussée, bloquant pour des heures la circulation.

Pour le vendredi 27 : le syndicat CGT lance un mot d'ordre de grève et de manifestation. Des dizaines de télégrammes de solidarité aux mineurs matraqués par la police, affluent. Pendant la nuit, le préfet n'a pas perdu son temps. Il a rassemblé la bagatelle de 2 000 CRS et gardes mobiles: un car tous les 50 mètres le long de la route. Cela n'empêchera pas la grève d'être suivie à 100% chez les mineurs, tandis que la centrale thermique fonctionne au minimum. A 9 heures, 2000 manifestants ont répondu à l'appel des syndicats et ils fuient les grenades lacrymogènes. L'autoroute Aix-Marseille est bloquée et les CRS encerclent les manifestants. C'est alors que la direction de Lafarge demande à négocier. Il faut dire que faute d'approvisionnement, la production était arrêtée. La délégation cégétiste où sont représentés les mineurs des Cévennes apprendra donc que le refus d'utiliser du charbon de la région était le fait de la direction des Houillères.

Lafarge s'engage alors à utiliser du charbon provençal à l'usine de Cassis, mais pas à celle près de Gardanne puisque les broyeurs sont incompatibles. Ce compromis sera accepté par l'assemblée générale à 16 heures.

Cet échec de la politique de chômage du gouvernement était de trop pour les patrons des mines. Samedi, 7 délégués mineurs étaient convoqués devant le tribunal de grande instance pour occupation de locaux et entrave à la liberté du travail. Là encore, les Houillères le paieront cher, puisqu'une grève totale sera observée pendant toute la semaine. Lundi une manifestation massive et combative, venant du carreau de la mine, traversera tout Gardanne. Mercredi, plusieurs centaines de mineurs attendront le verdict du jugement à Aix-en-Provence. Des mots d'ordre contre la répression alternent avec ceux réclamant «du charbon français», l'Internationale et la Marseillaise succèdent aux chants de ceux des Cévennes. Les juges sont peut-être embarassés par la présence bruyante de tant de mineurs, à moins qu'ils n'aient des difficultés à obtenir la communication avec le ministère, toujours est-il que le jugement rendu après trois heures d'attente, donnera raison aux Houillères, mais ordonnera l'évacuation de locaux qui ne sont pas occupés. Le secrétaire du syndicat des mineurs, M. Carijnaon dénoncera avec vigueur ce jugement et appelera à manifester dans les rues. La colère de ce cortège des mineurs étonnera les badauds du Cour Mirabeau, peu habitués à ce spectacle.

Après avoir participé, vendredi, à la manifestation de la CGT, les mineurs ont repris le travail ce lundi, sûrs d'avoir apporté un soutien effectif à ceux qui occupent Ladrecht, toute la population concernée par ce combat, pour l'emploi des jeunes, contre la répression.

Hervé DASTAR

JEUNES CGT

J'accuse, je refuse, je lutte

Le Bureau condédéral de la CGT et la Commission exécutive du 13 janvier ont arrêté le principe d'une grande action d'envergure avec les jeunes travailleurs d'ici la fin du premier trimestre.

En publiant un article de A. Guinot, secrétaire du Centre confédéral de la jeunesse (CCJ/CGT), le No 1101 de la revue *Le Peuple* met l'accent sur la volonté de la CGT de lutter contre un grave phénomène idéologique qui menace aujourd'hui la jeunesse.

Au cœur de ce phénomène, on trouve le découragement, le désespoir que certains qualifient de «sinistrose» et qui trouvent leurs racines dans le chômage ou la précarité des emplois que le patronat impose à la jeunesse. Quels sens peut avoir la vie pour tous ces jeunes qui savent que l'école terminée, c'est le chômage qui les attend? Cette absence d'objectif conduit au désarroi.

L'appareil idéologique de la bourgeoisie se plait à propager ces idées qui frappent la jeunesse. Une jeunesse désorganisée, sans espoir, dont tout le potentiel novateur est amputé, une jeunesse que l'on veut asservir, exploiter : tel est, aujourd'hui, le but du patronat et du gouvernement.

En dénonçant fermement les conditions précaires de vie et de travail de la jeunesse, la CGT s'attaque à un véritable fléau lié à la crise que connaît l'économie capitaliste.

Dans cet article, A. Guinot souligne à juste titre qu'en offrant de telles conditions de travail aux jeunes travailleurs, le patronat s'efforce par la même occasion de remettre en cause les conventions collectives existantes. L'ensemble de la classe ouvrière se trouve ainsi concerné.

Il s'agit donc effectivement d'engager cette bataille idéologique contre la tentative de la bourgeoisie d'anéantir la combativité de la jeunesse, en liant cette action aux luttes des jeunes travailleurs pour la défense de leurs droits et intérêts immédiats.

Soulignons que loin de s'abandonner au désespoir, une partie de la jeunesse se bat contre l'oppression et toutes les discriminations dont elle fait l'objet. Son rôle a été encore, ces derniers mois, non négligeable dans les luttes antiracistes qui se sont développées dans des quartiers populaires.

La CGT s'est fixé comme objectif : la formation dans une dizaine de villes de «Tribunaux de la jeunesse» qui permettront à tous ces jeunes travailleurs d'accuser, d'exprimer leur volonté de refuser et de lutter contre l'exploitation et l'oppression. Une initiative qui nous concerne tous.

Charles MALLOIRE

A SAVOIR...

ELECTIONS PROFESSIONNELLES

CHAUSSON (le 19 février) Gennevilliers. Les élections se faisaient au titre de 80 en raison d'un différent avec la direction. Collège ouvrier : votants 2518, exprimés 2294 (plus 201 par rapport à 79).

CGT : 1088 (47,4%) contre 1342 en 1979 (65,8%), 11 sièges. FO : 622 (27,1%) contre 351 en 1979 (15,7%) 6 sièges. CFDT : 581 (25,3%) contre 400 en 1979 (18,4%) 5 sièges.

Les travailleurs marocains représentent 50% des travailleurs de l'usine de Gennevilliers.

SNCF : élections aux comités mixtes d'établissements (le 22 février).

Collège ouvrier (personnel d'exécution) :

CGT : 57,73% (moins 3,29% par rapport à 78). CFDT : 26,24% (plus 3,13%). FO : 7,59% (moins 0,55%). CFTC : 4,92% (plus 0,16%). Autonomes : 3,51% (plus 0,54%).

MICHELIN (2 mars) Clermont-Ferrand.

Collège ouvrier :

CFDT : 50,6% (plus 5,1% par rapport à 80). CGT : 40,3% (moins 5,2%). FO : 6,2% (plus 0,2%). Union du personnel Michelin : 2,9% (moins 0,1%).

RECRUTEMENT DE LA CGT

Selon les chiffres disponibles, la CGT en 80 aurait subi une chute d'effectifs dans certains départements :

Seine-Maritime (moins 37%), Saône-et-Loire (moins 37%), Manche (moins 58%), Somme (moins 38%), Yvelines (moins 28%), Haute-Garonne (moins 15%), Gironde (moins 15%), Nord (moins 9%), Pyrennées-Atlantique (moins 35%).

Mais elle a progressé dans d'autres départements :

Paris (plus 13%), Alpes-Maritimes (plus 2,5%), Seine-St-Denis (plus 11%), Eure (plus 21%), Bouches-du-Rhône (plus 3,5%), Finistère (plus 5%), Essonne (plus 9%) Haute-Savoie (plus 24%)

FAILLITES

Le nombre de faillites d'entreprises a augmenté de 15% en janvier 1981. Ce qui fait 42% pour un an.

SMIC

Au 1er mars, le SMIC est augmenté de 2,8%. Le nouveau taux horaire est de 15,20 francs et le salaire mensuel de 2644,80 francs pour 174 heures.

CHOMAGE

L'INSEE prévoit une augmentation du chômage en 81 : 1% par trimestre environ, soit 240000 chômeurs de plus à la fin de 81.

CNPF

Le CNPF se porterait-il mal? Le syndicat patronal a décidé de supprimer la revue «CNPF actualités» pour difficultés de trésorerie, et «France contacts», officine créée pour les contacts avec les industriels étrangers est en cessation de paiements. Elle doit 25000 francs que le CNPF refuse de payer.

Les verriers défendent leur emploi

La casserole de l'an 2000 : vous avez sûrement vu, à la télé, la publicité pour cette casserole transparente. Depuis le 12 février, on ne la fabrique plus. Motif : les travailleurs sont en grève pour défendre leur emploi.

Bagneaux, à quelques kilomètres de Nemours; les routes d'accès à la ville sont barrées à l'appel des syndicats CGT et CFDT de Corning-France. Les usines sont arrêtées, la production bloquée.

Corning France à Bagneaux, c'est 2200 travailleurs dont 1700 ouvriers verriers, répartis en 4 unités de production. Dans l'usine C, on fabrique des écrans de télévision couleur; dans l'usine B des produits de laboratoire et des tubes de pyrex; dans l'usine A, on fait de la lunetterie, des dalles nucléaires, des prismes de chars; dans l'usine D, on fabrique la casserole de l'an 2000.

Les conditions de travail y sont difficiles : les travailleurs sont exposés à la chaleur. Et puis l'usine tourne en continu avec tout ce que cela entraîne pour les conditions de travail et de vie. 1100 ouvriers sont postés en 4x8. Il y a aussi les cadences.

Depuis 1975, 1500 emplois ont été supprimés. La défense de l'emploi est donc au cœur des préoccupations des travailleurs de Corning-France, filiale de la multinationale US Corning glass works qui emploie 35000 travailleurs dans le monde.

Tout a démarré le 3 février, quand la direction a convoqué un travailleur pour lui dire : *« Vous êtes inapte au travail en 3x8 continu pour des raisons médicales; le rythme de l'usine est un régime de 3x8 continu; il est nécessaire que tout le monde soit en mesure de s'y plier. On vous donne trois mois pour chercher un emploi ailleurs »*.

On use les travailleurs avec des rythmes et des conditions de travail et de vie inhumaines et quand ils sont malades ont leur dit : *« C'est la porte! »*. A juste titre, les syndicats CFDT et CGT ont considéré qu'il s'agissait d'une première mesure destinée à être généralisée pour se débarasser des travailleurs reconnus médicalement inaptes au travail en continu. Un premier appel à la grève est lancé en même temps qu'est demandée une réunion extraordinaire du Comité d'entreprise.

Là, la direction annonce trois séries de mesures : elle confirme le licenciement des travailleurs reconnus inaptes; 70 sont concernés. Elle annonce la généralisation de mesures de déqualification, avec baisses de salaires. En raison de la suppression de postes, des travailleurs qualifiés sont mutés sur des postes de qualification inférieure; ils se retrouvent donc surqualifiés par rapport à leur nouveau poste. Jusqu'alors, les travailleurs gardaient leur ancien coefficient. Mais maintenant, la direction veut qu'ils aient le coefficient du nouveau poste qu'ils occupent. 260 ouvriers sont concernés. Leur salaire serait diminué en conséquence; de sommes allant de 200 à 3000 francs! Il s'agissait d'une véritable provocation.

Et puis, troisième mesure: 56 jeunes travailleurs embauchés sous contrat à durée déterminée sont licenciés. C'est avec eux que la fabrication de la casserole de l'an 2000 a été lancée. Pendant des mois, l'encadrement leur a fait miroiter la possibilité d'être embauchés s'ils étaient sages, s'ils acceptaient l'augmentation des cadences... Quand on leur a annoncé qu'ils étaient licenciés, leur colère a éclaté.

Après avoir été réunis par les syndicats, le 12 février, ils décidaient la grève avec occupation de l'usine D. Depuis, l'occupation se poursuit. Le 14 février, une assemblée générale était convoquée à l'appel des syndicats CFDT et CGT pour étendre la lutte à l'ensemble des quatre usines. Il fallait faire face aux trois séries de mesures annoncées par la direction, mais il fallait aussi engager la lutte pour préserver l'emploi, pour obtenir des assurances sur l'avenir de l'entreprise. Car, à terme, c'est bien l'existence même de l'usine qui est en jeu. *Le Parisien libéré* citait d'ailleurs, quelques temps après, ces paroles du PDG de Corning-France, selon qui : *«Dans les prochaînes années un certain nombre d'activités seraient appellées à disparaître»*. L'assemblée générale décidait la grève. But : faire annuler les trois séries de mesures; obtenir des engegements et des mesures permettant d'assurer l'avenir de l'entreprise et donc de l'emploi; obtenir la réduction du temps de travail, sans perte de salaire.

Depuis, des assemblées générales ont lieu quotidiennement pour discuter de la poursuite de la lutte qui se mène dans l'unité d'action syndicale entre la CFDT et la CGT. Cette unité est sans aucun doute une des raisons essentielles de la mobilisation des travailleurs de Corning-France. Depuis le début de la grève, il y a entre 75 et 80% de grévistes.

Pendant plusieurs semaines, la direction a fait la sourde oreille; le PDG de Corning-France, M. Régis, était aux sports d'hiver!

Mais finalement, devant la poursuite de la grève et son durcissement, avec la mise sur pieds de barrages interdisant toute production, la direction a dû se résoudre à engager des négociations le 9 mars. Les travailleurs de Corning ont obtenu de premiers succès face aux trois séries de mesures provocatrices de la direction; elle a dû reculer et y renoncer. Mais rien n'est réglé pour ce qui est de l'avenir de l'entreprise. Elle refuse de prendre des engagements fermes à ce sujet et elle rejette catégoriquement toute idée de réduction du temps de travail. La lutte continue donc.

LES JEUNES TEMPORAIRES DE CORNING FRANCE S'EXPRIMENT

Février 1981 : période de crise — à qui la faute?
—chômage : 30000 chômeurs en Seine-et-Marne.
2 millions de sans emplois, plus ceux à venir...
Quelles sont les possibilités de travail offertes aux jeunes?
—travail intérim : salaire minable (sous payé).
—contrat, des risques :
d'une part : aucune garantie d'emploi, chômage.
d'autre part : congés payés soldés en fin de contrat, pas de vacances et on recommence...
Notre cas : offre d'emploi par Corning-France «sous contrat à durée déterminée».
une formation nous a été donnée avec espoir d'une embauche définitive, espoir maintenu pendant la durée du contrat.
Certaines attitudes de l'encadrement d'usine nous ont fait miroiter : qu'en travaillant bien et beaucoup, qu'en nous tenant tranquille, il y avait peut-être moyen de voir l'avenir sous un meilleur jour (être non gréviste)...
Deuxième espoir : en nous renouvelant notre contrat la direction nous a informés que les marchés sont bons.
Nous ne sommes pas embauchés, pourquoi?
Avec ce mouvement de grève et d'occupation de l'usine «D» (unité vision) nous voulons démontrer que nous ne voulons pas grossir les rangs des 30000 chômeurs Seine-et-Marnais. Si l'embauche ne se fait pas, 56 personnes ou plus viendront s'ajouter aux chômeurs...
Pourquoi toutes ces ambiguïtés pour en arriver là où nous sommes aujourd'hui???
Fini le conditionnement mené par l'encadrement, nous avons décidé de rentrer en lutte avec les travailleurs de l'entreprise pour un emploi stable et durable.
Que faire? Comment faire? A qui s'adresser?
—pour que les jeunes aient droit au travail
—puissent fonder un foyer
—que deviendront nos enfants et ceux à venir?
Peut-on faire des enfants dont on ne pourra assurer l'avenir?

Bagneaux, le 23 février 1981
Les jeunes temporaires de Corning-France

Barrages de route à Bagneaux

Une grève qui dure, c'est dur! Pour certains travailleurs de Corning, ça fait déjà plus d'un mois de grève. Depuis le début, les sections syndicales CGT et CFDT ont organisé la solidarité financière, d'abord dans l'entreprise puis en dehors. Au 2 mars, 51313,00 francs avaient pu être collectés. Il est regrettable que l'Union départementale CGT n'ait pas voulu prendre en mains le développement de la solidarité financière.

La solidarité financière est donc à adresser à :

Union départementale CFDT. 15, rue Pajol, 77000 Melun (indiquer «Solidarité Corning»).

100,00 francs ont été versés, au nom de la rédaction de *L'Humanité rouge*.

GRENOBLE
SESCOSEM-THOMSON-CSF MERLIN-GERIN
L'EMPLOI EN QUESTION

45 mutations à la SEMS (1), 200 licenciements à la SESCOSEM, 500 à Merlin-Gérin : l'emploi en question! Réunis autour d'une table, un technicien informaticien à la SEMS, un technicien de la DTE (Département tubes électroniques) et une ouvrière de la SESCOSEM —trois entreprises du groupe Thomson-CSF à Grenoble— en discutent.

De quand datent les problèmes d'emploi à la SEMS?

C'est en novembre 1980 qu'ont été annoncées 45 mutations : 19 entre Echirolles et Grolles, 26 à Louveciennes. Ces mutations se feraient à l'intérieur du groupe Thomson.

On a vite compris qu'il s'agissait de licenciements déguisés. Un gros effort d'information a été fait par les syndicats (CFDT, majoritaire, et CGT). Il n'y a pas eu de grève mais les gens sont restés mobilisés. Nous avons des contacts étroits avec Paris.

Le résultat de notre action, c'est qu'il n'y aura pas de mutations en 1981, mais les embauches seront bloquées. On ne sait pas trop ce qu'on va devenir. On sait que des pourparlers sont en cours avec Xerox.

Thomson choisit de se concentrer sur ses points forts (Radars, téléphone) et de lâcher du lest dans les secteurs où il faudrait trop investir, comme l'informatique.

... Ainsi dans ce secteur de pointe qu'est la conception et la fabrication de matériels informatiques, il y a aussi des problèmes d'emploi! C'est que la concurrence est très sévère, les investissements très importants. Les monopoles français ne se sentent pas en bonne position.

SESCOSEM c'est encore le groupe Thomson. Merlin-Gérin par contre est intégré au groupe Empain-Schneider depuis 1975.

L'un et l'autre viennent de décider l'abandon de fabrications jugées sans avenir : la SESCOSEM préfère fabriquer au Maroc les transistors, technique «dépassée», et reconvertir ses installations de St-Egrève (banlieue de Grenoble) dans de nouvelles fabrications. Merlin-Gérin veut se débarasser des secteurs transfos et EGD, et moderniser ses méthodes de production en y introduisant massivement l'électronique et l'informatique.

Merlin-Gérin, comme la SESCOSEM, juge qu'une partie du personnel est inadapté et doit être rejeté : à la SESCOSEM, ce sont 200 femmes qui sont en trop, chez Merlin-Gérin, ce sont 500 personnes de plus de 56 ans et demi...

Et la riposte?

Un débrayage a eu lieu à la SESCOSEM. Ce n'est qu'un début, mais les conditions de la lutte ne sont pas faciles : la direction joue sur le fait qu'avec la prime d'incitation au départ, il y a des gens opposés à l'action.

CGT et CFDT ne défendent pas exactement le même point de vue. A la SESCOSEM, la CFDT s'oppose aux 200 licenciements, parce que cela fait 200 chômeurs de plus en puissance, mais ne s'oppose pas aux départs volontaires. La CGT a adopté une position plus intransigeante «Non à tout licenciement».

Le son de cloche est très voisin chez Merlin-Gérin. Pour la CFDT, la direction détourne l'accord d'indemnisation des chômeurs de plus de 56 ans et 2 mois (signé en juillet 80) de son véritable but et s'en sert pour se débarasser des «vieux» qu'elle juge «inaptes». La CGT met en avant le mot d'ordre «Pour tout départ, une embauche» et condamne l'abandon par Merlin-Gérin de fabrications qu'elle juge importantes pour la France.

Dans un cas, comme dans l'autre, des problèmes de solutions industrielles se posent, qui demandent une réflexion aux syndicats et à tous les travailleurs.

(1) : Filiale de la COGIS (qui coiffe tout l'informatique à l'intérieur de Thomson-CSF), la SEMS produit des machines (Solar, Mitra) et des programmes. Elle emploie 1 700 personnes dans trois usines : Louveciennes, en région parisienne, où se trouve le réseau commercial, Grolles et Echirolles dans l'Isère (900 personnes). Pour Thomson, l'informatique est un outil pour son secteur militaire qui est l'une de ses activités essentielles : les ordinateurs n'ont d'intérêt que couplés avec les radars...

En raison de difficultés techniques de notre imprimeur, cette édition de L'Humanité rouge paraît sur 8 pages au prix de 2,50 francs. La prochaîne édition paraîtra normalement sur 16 pages.

INC
MALADE... DONC LICENCIEE!

Dactylo depuis 7 ans à l'Institut au service juridique, Nadine Venosta est arrêtée en mars 1978 pour raison de santé. Elle n'avait plus l'usage normal de son bras droit. En décembre de la même année, elle est opérée. Sans succès. Son handicap ne pourra pas être soigné. Finalement, la commission médicale du ministère qui s'est réunie en janvier 1981 a proposé sa réintégration à mi-temps. M. Fauchon, le directeur de l'INC, en a décidé autrement. Sans appel, Nadine a été licenciée!

Aussitôt, les syndicats CGT et CFDT de l'INC ont protesté contre ce licenciement et appellé à une assemblée du personnel.

De leurs côtés, les fédérations finances CGT et CFDT ont écrit au ministre de l'Economie Monory et à Nicole Pasquier. Elles déclarent :

«... La décision du directeur de l'INC, tout comme son attitude générale par rapport au mi-temps, nous confirment dans l'opinion que les orientations fixées par le gouvernement sur l'individualisation du temps de travail sont inspirées par tout autre considération que l'intérêt des personnels eux-mêmes».

UR-CFDT BASSE NORMANDIE
UN CONGRES POUR CLARIFIER

Plus de 50 000 chômeurs officiellement recensés pour l'ensemble des trois départements bas-normands.

Les nouvelles récentes n'apportent pas d'espoirs : menaces de licenciements à la Radiotechnique Caen, problèmes à Citroën et dans l'automobile, restructurations dans l'agroalimentaire sont d'autant de nouvelles menaces.

Enfin, le problème de la succession du Pdg de Moulinex, principale entreprise de la région et l'abandon de la majorité du capital de la SMN (5 000 emplois à Caen) par le baron Empain au profit de la Banque de Paris et des Pays-Bas viennent encore noircir le tableau.

C'est dans ce contexte que se tenait les 27 et 28 février le Ve Congrès de l'Union régionale CFDT.

La volonté de l'Union régionale de faire face à la situation se manifestait dès l'ouverture du Congrès puisque la question centrale qu'elle se posait était : *«Comment contrecarrer efficacement le patronat sur la question des restructurations?»*.

De fait sur ce sujet l'UR avance des positions qui méritent attention car elles ne sont pas si fréquentes dans la CFDT.

Sur les restructurations d'abord : si l'UR déclare *«chercher sa place»* dans la campagne pour la création d'emplois menée par la confédération, elle ajoute immédiatement qu'elle est extrêmement préoccuppée par le sort des bastions ouvriers.

Elle souligne que la force d'une organisation syndicale tient pour beaucoup à son implantation dans les grosses usines et déclare : *«Certains cas* (de restructurations) *entraînant la mise en cause de bastions CFDT doivent être examinés à tous les niveaux de l'organisation, y compris au niveau confédéral.»*

Dans le même temps l'UR veut marcher sur ses deux jambes et souhaite poursuivre le travail qu'elle a entamé pour l'organisation des travailleurs hors-statuts.

La question de l'unité syndicale : l'UR aborde cette question en soulignant l'importance de l'enjeu et elle déclare : *«l'absence d'unité laisse à l'adversaire le champ libre pour développer son offensive»*.

Elle souligne qu'il faut rechercher *«toutes les possibilités d'action en commun à partir des revendications des travailleurs. Quelles que soient les difficultés, il faut maintenir le cap de l'unité d'action avec la CGT qui est notre partenaire privilégié.»*

Défense des bastions, volonté affirmée d'unité syndicale, l'UR défend tout au long du Congrès ses positions avec clarté et fermeté. La réponse qu'elle fait aux interventions des syndicats est extrêmement claire : *«Ce sont nos orientations, si vous ne les approuvez pas rejetez-les, mais nous ne sommes pas décidés à nous laisser enfermer dans un mandat sans orientations claires.»*. Voilà un langage que bien des sidérurgistes auraient aimé entendre au Congrès de la FGM à La Rochelle...

Naturellement de telles positions sont discutées et sur les différents votes les majorités seront de l'ordre de 60%.

La CFDT est une organisation importante en Basse-Normandie et en particulier à Caen, on ne peut donc que se féliciter que ses organisations régionales adoptent de telles positions.

Toutefois, sont-elles suffisantes pour clarifier suffisamment la situation aux yeux des travailleurs? On peut se le demander.

D'autre part, l'importance de la question nucléaire dans la région se traduit dans la CFDT par des débats passionnés et souvent contradictoires. Sont-ils vraiment indispensables au renforcement nécessaire de l'organisation des travailleurs bas-normands?

LARZAC
L'ACCORD REFUSÉ

Pressés de résoudre le problème du Larzac avant les élections, les pouvoirs publics organisaient une réunion au ministère de la Défense, le 24 février dernier, sous l'égide de M. Galley.

Dès le lendemain, les paysans apprenaient par les journaux, qu'un accord global était intervenu entre les élus locaux et les pouvoirs publics. Les organisations professionnelles agricoles (chambre d'agriculture, FDSEA, CDJA...) ont approuvé ce texte, mais n'ont pas osé participer aux négociations de Paris, connaissant l'opposition des paysans à un accord qui ne prendrait pas en compte le problème global (entre autres, problème des 15 exploitations situées à l'intérieur du camp et devenir des 71 exploitations situées sur la périphérie du nouveau camp).

La réaction des paysans du Larzac ne s'est pas faite attendre et dès le lendemain, ils faisaient savoir qu'ils n'acceptaient pas que l'on négocie dans leur dos, sur des propositions insuffisantes et globalement défavorables pour eux.

Les pressions se font plus fortes, pour que chacun accepte de négocier individuellement, mais les paysans dénoncent le caractère démagogique des promesses contenues dans cet accord. Le projet d'extension du camp reste maintenu dans son intégralité, moins 115 hectare (sur 17 000).

Pour les paysans : *«Ce texte se veut un accord global déguisé en propositions»*. Il n'est pas question de l'avaliser ni de relâcher l'effort poursuivi depuis 10 ans. *«C'est nous qui sommes maîtres du terrain, chez nous, et nous le défendrons»*

Correspondant
Aveyron

ABONNEMENT SPECIAL PRESIDENTIELLES
3 mois 45F

S'abonner, faire abonner à notre hebdo, en utilisant cette formule «spécial-présidentielles»...:

—c'est suivre la campagne présidentielle dans un hebdo qui s'efforce de poser les vraies questions, fournit les points de vue du parti et fait écho à l'action du candidat du parti, Pierre Bauby. *«Contre Giscard, contre la guerre»* : c'est l'axe d'action et de réflexion de notre hebdo pendant les semaines qui viennent;

—c'est fournir la possibilité à un ami, à un compagnon de travail, à sa section syndicale de recevoir l'hebdo pendant 6 semaines gratuitement;

—c'est recevoir le numéro du 4 mars principalement consacré à la campagne en supplément;

—c'est acheter *L'Humanité rouge* à l'ancien prix, 3 mois pour 45 francs!

Je m'abonne à la formule spécial-présidentielles :
Nom : . . . . . .
Adresse : . . . . . .
. . . . . .

Envoyer l'hebdo gratuitement pendant 6 semaines à :
Nom : . . . . . .
Adresse : . . . . . .
. . . . . .

Renvoyer ce bulletin à :
L'HUMANITÉ ROUGE
BP 201
75926 Paris Cedex 19
Réglements à l'ordre de :
PRESSE D'AUJOURD'HUI

IRAN

Vers l'affrontement entre deux camps inconciliables ?

Deux ans après la révolution qui l'a libéré du régime sanguinaire du Shah et de la mainmise américaine, quel pouvoir s'est instauré en Iran? Quels pouvoirs faut-il plutôt dire. En effet, les récents propos du premier ministre Ali Radjaï déclarant que *« La contre-révolution avait trouvé une base dans le soutien au président »* et espérant que *« ceux qui présentent les gardiens de la révolution comme des matraqueurs seront châtiés »* témoignent de l'acuité de la lutte pour le pouvoir. Le président Bani Sadr, visé par ces propos pour le moins violents, avait la veille critiqué certaines actions conduites et inspirées par le Parti de la République islamique d'Ali Radjaï. Les extraits du texte de la CIS (Confédération des étudiants iraniens), que nous publions ci-dessous, éclairent les enjeux de cette lutte pour le pouvoir.

La révolution iranienne réalisée avec le soutien total de tout le peuple iranien et toutes les forces populaires, est devenue très vite une sorte de jeu entre les mains d'un groupe d'intégristes.

Chaque Ayatollah et toutes les personnes dépendantes de cette couche sociale ont occupé plus ou moins les postes les plus décisifs et, en utilisant l'Islam comme couverture, ont essayé de former des noyaux de pouvoir de décision. Ainsi, ils récupéraient les organismes nés après la révolution, comme *Les gardiens de la révolution*, les comités révolutionnaires.

L'effort de ce groupe intégriste a commencé avec le Conseil de la révolution pour pouvoir l'utiliser en tant qu'outil de travail. Alors qu'en réalité il devrait être le centre de pouvoir, de justice et d'égalité.

En janvier 1980, les intégristes, à la suite de leur opposition avec l'autre tendance — c'est-à-dire le gouvernement provisoire — ont décidé de mettre de côté officiellement ce gouvernement. Et c'est pourquoi ils ont presque obligé M. Bazargan à démissionner.

Il ne faut pas oublier que M. Barzagan, qui a été mis en place sur la demande de l'Iman Khomeiny, avait le soutien et l'appui de tout le peuple iranien. Bazargan était la première barrière mise sur le chemin des intégristes. Il fallait donc qu'il se retire.

C'est à cette époque que l'ambassade amécaine a été occupée par un groupe d'étudiants qui se disaient *« étudiants suivant la ligne de Khomeiny »*. Ce groupe d'étudiants a très vite bénéficié de l'appui et de la protection des intégristes.

C'est le lendemain de cette affaire que le gouvernement provisoire a démissionné et a laissé, ainsi, le champ libre aux intégristes. C'est alors que ces étudiants ont commencé à publier à leur façon les documents qu'ils trouvaient, soi-disant, à l'ambassade américaine.

Nous ne nions pas l'existence de documents très importants dans l'ambassade américaine, mais il faut souligner que l'exactitude et la certitude de la plupart de ces documents n'a pas été justifiée. Par exemple, au sujet de M. Bazargan, le premier ministre du gouvernement provisoire, ils ont sorti un document. A la suite de la réaction très vive du peuple, ils ont décidé de le nier et même se sont critiqués à ce sujet par la suite.

A ce sujet, on peut donner l'exemple du Dr. Minatchi, ministre de l'Information, qui d'après un document avait soi-disant des relations avec des espions américains. Pour ce cas, il y eu très vite intervention de M. Bani Sadr, le président de la République, et ce ministre a été libéré par la suite. La libération de ce dernier, à la suite de l'intervention personnelle de M. Bani Sadr, a fait comprendre au peuple iranien que les documents sortis par les étudiants islamiques n'étaient pas tout à fait exacts et justes.

L'action entreprise par les étudiants islamiques qui a fini par l'occupation de l'ambassade américaine et l'affaire des otages n'a servi que le groupe d'intégristes dans la voie de leur propre intérêt. C'est ainsi qu'ils ont pu consolider leur pouvoir et ils se sont servis de cette affaire comme d'un moyen pour étouffer la tendance nationaliste ayant à sa tête M. Bazargan. Mais il ne faut pas oublier que le peuple iranien, au bout d'un certain temps, a commencé à comprendre que cette façon de combattre l'impérialisme américain est faussée à la base.

Le résultat final de l'affaire des otages a été l'isolement de l'Iran du point de vue international et mondial. Cette affaire a été très mal vue et très mal acceptée par l'opinion publique du monde entier. Il n'y a pas eu un pays qui ait soutenu l'Iran dans cette affaire.

L'affaire des otages était une démarche voulue par les intégristes pour contrer la tendance nationaliste et balayer toute opposition progressiste.

Quelques mois après la réalisation de la révolution iranienne, le peuple iranien a très vite compris la politique et la façon de faire des intégristes.

Au moment décisif, le jour où il devait choisir son représentant, il a fait preuve d'une solidarité totale. C'est ainsi, qu'avec unanimité, il a élu M. Bani Sadr avec 11 500 000 voix. Ceci a été un très grand échec pour les intégristes qui voulaient tout le pouvoir entre leurs propres mains, partout et dans tous les domaines.

Le président Bani Sadr lors de son investiture...

L'une des conséquences de l'affaire des otages a été le boycott de l'Iran par tous les pays exportateurs et l'embargo économique de l'Iran décidé de la part de la majorité des pays du monde. Cet embargo a eu un rôle important dans la situation intérieure du pays du point de vue du manque des produits alimentaires et de première nécessité pour la vie du peuple iranien. Ceci a été un facteur important dans le mécontentement du peuple.

Mais les intégristes, qui avaient échoué dans ce domaine, ont utilisé tous leurs efforts pour obtenir la majorité totale au sein de l'Asssemblée nationale. S'ils n'avaient pas eu la majorité à l'Assemblée, ils perdaient tout le pouvoir, étant ainsi obligé de sortir de la scène politique iranienne.

Pour gagner cette majorité à l'Assemblée nationale, l'un des moyens utilisé par les intégristes a été d'appeller à l'aide les étudiants islamiques qui occupaient l'ambassade américaine. C'est grâce à l'aide de ces étudiants que plusieurs délégués élus dans les régions ont été mis sur la touche à la suite de la publication d'un document trouvé à l'ambassade américaine. Ces délégués étant remplacés par la suite par des « délégués » de la famille des intégristes.

A ce sujet, on peut donner l'exemple du Dr. Ghassemi, le délégué de Daré Ghazé qui se trouve toujours en prison.

L'expérience de ces dix dernières années dans le Tiers Monde colonisé et semi-colonisé par les impérialismes d'Occident (USA, Angleterre, France) et des luttes de libération qui s'y sont menées, nous donne de grandes leçons. La plupart des pays qui se sont libérés dans les années 50 de la tyrannie et de l'oppression de l'Occident, se trouvent sous une oppression et une exploitation nouvelle : celle de la Russie.

En Iran, la politique anti-impérialiste de l'Iman Khomeiny : *« Ni l'Ouest, ni l'Est »* constitue un mur solide devant les impérialistes russes. Ceux-ci, selon les thèses de Ponomarev, conseillent les partis pro-soviétiques dans les pays comme l'Iran dans le choix de politiques d'isolement des différents courants au gouvernement et pour finalement isoler le front « anticommuniste ».

Le KGB était bien au courant des contradictions au sein du gouvernement iranien. Il savait bien que le courant de Bani Sadr ou le Front national ou les vrais communistes et la majorité du peuple iranien veulent la stabilité et un Iran indépendant : *« Ni l'Ouest ni l'Est »*. D'un autre côté, le pouvoir aux mains de Bani Sadr et des partis nationaux, c'était, en même temps que l'éloignement des impérialistes russes et la voie de l'indépendance, la perte du pouvoir pour les « monopolistes du pouvoir » spécialement le PRI. Ceux-ci se sont du coup rapprochés des Russes d'autant qu'ils perdaient de plus en plus leurs bases populaires du fait de leur politique antidémocratique et dictatoriale (emprisonnements, tueries, tortures et terrreur pour les démocrates) : ainsi au début, ils organisaient des manifestations de milliers de gens, plus maintenant.

Ainsi les « monopolistes du pouvoir », pour stabiliser leur pouvoir, n'avaient que l'Union soviétique. C'est pourquoi le parti Toudeh les soutient et accepte leur politique sans rien dire. Le parti Toudeh « pro-soviétique », pour rapprocher l'Iran de l'URSS, commence à attaquer le président Bani Sadr et les nationalistes. Actuellement un grand nombre de monopolistes ainsi que les Fedayine (Aksariyat) poursuivent une telle politique « anti-libérale » qui nie l'objectif anti-impérialiste et se rapproche de celle des pays pro-soviétiques (Liban, Syrie, Yemen du Sud). Ainsi, 144 contrats ont été passés avec la Russie, dont le fameux accord de transit qui donne aux Russes la possibilité de transporter des « marchandises » en Afghanistan en passant par l'Iran, ce qui est une trahison envers les Afghans. Il y a même parmi les « monopolistes du pouvoir » la volonté d'acheter des armements aux Russes. Ce que veut l'impérialisme russe, c'est isoler l'Iran sur la scène internationale et quant toutes les portes de l'univers se ferment pour l'Iran, la porte russe s'ouvre.

La dictature au pouvoir utilise tous les moyens d'oppression pour empêcher les partis anti-impérialistes de continuer leur lutte. La plupart de ces partis sont aujourd'hui interdits ; l'oppression et la dictature continuent comme dans l'ancien régime.

Aujourd'hui, il y a deux fronts qui s'affrontent en Iran :

— les indépendantistes avec leur slogan *« Ni l'Ouest ni l'Est »* qui comportent 80% du peuple avec le président Bani Sadr, les nationalistes, la vraie opposition de gauche. L'armée soutient ce front.

— le front pro-soviétique qui n'a pas de soutien populaire mais par contre, a tous les organes étatiques et le soutien des Russes.

La contradiction entre ces deux camps est antagonique.

L'Iran attend une autre révolution, une révolution qui mettra fin à l'alignement avec le social impérialisme russe. La dictature actuelle est une barrière devant la vraie continuation de la révolution iranienne et on doit l'anéantir.

ARRESTATIONS EN BOLIVIE

Nous avons appris que plusieurs responsables d'organisations de masse avaient été récemment arrêtés en Bolivie par la junte fasciste. Il s'agit en particulier de Casiano Amurrie, secrétaire exécutif de la Conféfération générale des paysans de Bolivie, de Vitaliano Grageda, également responsable de cette confédération et de Julieta Montano, secrétaire générale de l'Union des femmes de Bolivie. Ces arrestations témoignent de la poursuite par la junte d'une politique de répression féroce à l'égard du peuple et de ses organisations. Plus que jamais, il faut développer la solidarité avec le peuple bolivien. Nous publierons prochainement un article faisant le point sur la situation dans ce pays à la suite du coup d'Etat contre le gouvernement de Mme Geiler.

CHANSON

«Rendre la chanson au peuple»

ENTRETIEN AVEC FRANÇOIS BERANGER

Lancé sur les ondes avec *« Tranche de vie »*, François Béranger est revenu en 79 dans les hit-parades avec *« Mamadou, m'a-dit »* une chanson qui en dit long sur le racisme, le pillage du Tiers Monde et la politique de Stoléru. A l'Olympia du 3 au 8 mars, il chantait la communication et la fraternité des routiers avec *« Canal 19 »*. Un Béranger un peu désenchanté et qui pourtant, malgré tout, ne désespère pas. *« Et quand je dis ça, qu'y'a plus d'espoir, je crois qu'j'y crois, mais j'y crois pas. »*. Béranger, peut-être le seul à pousser dans la même chanson un coup de gueule contre le *« retour des croix gammées et l'hypocrisie »* (au moment de Copernic) de ceux-là même qui expulsent les immigrés.

Léon CLADEL

Voilà dix ans que je chante, je trouve intéressant de reprendre les chansons de mes débuts avec celles de maintenant. On dit toujours la même chose, il faut voir comment ça évolue à travers les chansons.

■ Pour toi, c'est quoi la chanson?

La chanson est un phénomène populaire. Dans l'histoire, elle a constitué le seul moyen d'expression populaire jusqu'à l'apparition des médias vers 1920. Les requins ont confisqué la chanson au peuple dans le but de faire du fric en la revendant. Malgré le profit, malgré le phénomène de récupération les gens ont besoin de chansons, un besoin que je ne m'explique pas.

Nous avons tous plus ou moins besoin de chanson. Quelle chanson faire entendre? Je ne suis pas du tout contre la chanson «rigolote», tendre ou légère. Traditionnellement, les chansons dont on a gardé le souvenir sont liées à un événement important de la vie des peuples, des bouleversements : révolution, émeutes, guerres. Ces phénomènes ont été accompagnés par les moyens d'expression, comme la chanson.

■ Tu veux faire autre chose que de la chansonnette?

Le vent, les fleurs, les petits oiseaux, c'est pas mon truc. J'ai envie d'exprimer dans mes chansons des choses dans lesquelles je suis impliqué; soit des choses qui me sont arrivées, soit un événement qui a provoqué une émotion personnelle intense, comme la chanson sur Copernic que j'ai composée à chaud alors que j'enregistrais mon dernier disque. Au départ, la chanson, je l'écris pour moi, pour me dire des choses à moi, dans un deuxième temps, je l'interprète pour les autres. Je ne chante pas pour plaire aux gens, je dis des choses auxquelles les gens s'identifient, mais ce n'est pas pour raccoler. Je ne prends pas les canards à la page des faits divers pour écrire mes chansons.

Mes chansons sont peut-être moches, mais les gens sont sensibles à une certaine authenticité, ils savent que le chanteur est honnête.

■ Comment es-tu venu à la chanson?

J'ai de la chance, je n'ai jamais eu à ramer comme d'autres chanteurs qui font des auditions, des cabarets —où les gens t'écoutent même pas parce qu'ils mangent— tout ça pour être payé d'un verre de bière. J'ai commencé à chanter à 31 ans et je suis rapidement passé professionnel. Trois événements m'ont marqué : l'Algérie, l'invasion de la Tchécoslovaquie et Mai 68 que j'ai perçu comme une étincelle. J'en ai gardé un souvenir gai, ça a été un éclat de joie, l'euphorie.

L'invasion de la Tchécoslovaquie m'a traumatisé. En août 68, je suis retourné en Algérie. Je garde le souvenir de la guerre à laquelle j'ai été mêlé pendant deux ans là-bas et qui m'avait plus ou moins traumatisé.

Mai, la Tchécoslovaquie, mon retour en Algérie, tout cela m'a fait un déclic. J'ai eu envie d'écrire. J'ai chanté sur une bande magnétique avec ma guitare. Par hasard, je sui tombé sur un haut responsable de la multinationale CBS qui m'a fait signer un contrat de 5 ans. J'ai fait un 45 tours avec *« Tranche de vie »* comme chanson locomotive, puis un autre, un 30 cm, enfin un deuxième 30. Ils m'ont foutu à la porte au bout d'un an et demi.

■ Comment as-tu gagné ton public?

Depuis lors, je travaille avec *« L'Escargot »*-SIBECAR, une petite boîte de production. Au début, je n'avais pas du tout l'intention de chanter devant les gens. Cela me faisait peur. Je trouvais plus marrant de faire un ou deux disques. Maintenant, je pense qu'une des seules justifications de faire des chansons, c'est de chanter devant les gens en direct. Sinon, on devient très vite un «tricard» des radios et des médias. Dans un sens, j'ai fait une carrière un peu phénoménale, je veux dire par là, que je ne suis passé que très rarement à la radio et à la télé. Mais par deux canaux : les galas de soutien et les fêtes politiques. Cela te permet de chanter devant un public vaste et populaire. Une fête de *L'Humanité* devant 70 000 personnes, ça a des retombées. Le deuxième canal, c'est les associations qui ont fleuri assez nombreuses après Mai 68 en réaction contre les programmations de *« La veuve joyeuse »* et de *« L'auberge du cheval-blanc »* par les notables locaux. Cela m'a beaucoup aidé, grâce à ces associations j'ai beaucoup tourné en France. Régies par la loi de 1901, elles sont menacées de différents côtés. Jeudi, je vais témoigner à Toulouse en faveur de l'Association *Giani Esposito* qui depuis 10 ans organise des concerts.

En France, il existe seulement 40 licences d'organisation de concerts : des gens qui font venir une fois par an l'Opéra comique, une autre fois l'accordéon et une troisième fois : les femmes à poil.

Ils ont été relayés de fait par ces associations qui organisent des concerts sans licence. Il y a un vide juridique. Mais les associations munies de licence voudraient faire disparaître ces «organisateurs parallèles» pour s'approprier la part du gâteau. Je vais aller témoigner avec Lavilliers. On veut faire crever la vie associative. Ces associations s'opposent bien souvent aux municipalités, on leur loue très cher les salles, elles subissent une forte fiscalité, on leur demande 50% du cachet, parce qu'elles sont considérées comme «organisateurs occasionnels». Je crois que cette affaire est importante. Je pense qu'il faudrait que les gens, le peuple, puisse reprendre son bien : la chanson. Je pense que les structures de la France datent de la guerre de 14 et que les gens doivent avant tout changer ce qu'il y a dans leur tête, se demander pourquoi on vit, pourquoi on meurt? Qu'est-ce que je fous là?

■ Tu chantes aussi pour l'AARCTA, qu'est-ce que c'est?

C'est l'Association pour l'Aide au Retour Constructif des Travailleurs Africains. Ce n'est pas une association de Stoléru, ni de Marchais. Il ne s'agit pas de renvoyer les travailleurs étrangers chez eux. Il s'agit au contraire de les aider à se réadapter quand, de leur plein gré ou forcés, ils rentrent chez eux. L'AARCTA a été fondée par des immigrés qui savent de quoi ils parlent. Il s'agit de préparer les gens à un retour actif, afin que les travailleurs immigrés, pour ceux qui reviennent chez eux, le fassent non pas munis seulement de quelques économies ou de cadeaux, mais armés de techniques simples et utiles pour leur pays, pour leur terre. Au Mali ou au Sénégal des travailleurs sont rentrés formés. Les uns capables de faire pousser des cultures vivrières avec un minimum de moyens, les autres devenus techniciens médicaux, super-infirmiers. L'AARCTA a organisé des galas pour financer cette formation. Claude Nougaro a fait un concert spécial; Sugar Blues, Imago, Gilles Servat, Marcel Amont, Michel Buhler, Au bonheur des dames, Toto Bissainthe, Djamel Allam, Pierre Ackendengue, Bernard Lavilliers et d'autres ont participé avec moi à des soirée de soutien.

Les multinationales gouvernent le monde. La crise, elle ne vient pas du pétrole, le pouvoir, c'est celui qui détient la clef de l'armoire à nourriture des pays sous développés. Depuis 30, 40 ou 50 ans, les pays développés ont organisé le marché pour que tout passe par eux. Les USA, avec leur blé, ont le pouvoir d'affamer les gens.

Disques SIBECAR, distribution : RCA.

Au point de sang

Une bombe dans une synagogue
Des croix gammées sur les blousons
La merde noire relève le front
Les étoiles qui apparaissent
N'ont pas la brillance de l'espoir
Elles sont jaunes et puent la haine
Cousues au revers des habits.

Les dirigeants viennent réciter
Sur les écrans et sur les ondes
Les belles phrases fraternelles
Ils nous inondent de sanglots
Ceux-là mêmes qui dans leurs bureaux
S'empressent de signer les papiers
Pour expulser les immigrés

Mon pays pue l'hypocrisie
J'ai autant honte de ses nazis
Que des libéraux avancés
Comme je sais vraiment plus quoi faire
Sinon éructer ma colère
Comme je veux être solidaire
Je vais peindre mon corps en noir

Et me coudre à même la peau
Au point de sang, l'étoile jaune
Et sur les bras me faire tatouer
Des mots oubliés de l'amour
Pour me rappeler dans les heures blêmes
Qu'on pourrait vivre — si on voulait —
Bien autre chose que la haine